

# RESUME

Le droit pénal applicable aux sociétés est issu à la fois du droit pénal général, mais également de règles spécifiques au droit pénal des affaires ou encore à d'autres branches du droit prévoyant des sanctions pénales.

Le droit pénal général obéit à **des règles de base** importantes à rappeler :

- le principe de légalité des peines ;
- le principe de non-rétroactivité de la loi ;
- le principe de territorialité de la loi.

Il est important de noter que d'autres textes peuvent mettre en place des infractions telles que des ordonnances ou des règlements donnant alors possibilité au pouvoir exécutif d'intervenir dans le domaine pénal.

Parmi les règles applicables au droit pénal en général, la **classification des infractions** est essentielle pour déterminer la juridiction compétente et appliquer les règles en matière de prescription. On distingue trois catégories d'infraction : les contraventions, les délits et les crimes. Cette classification se fait en fonction de l'importance des sanctions prévues et non de la gravité des faits.

Enfin, toute infraction pour être reconnue nécessite la présence de **trois éléments cumulatifs** : un élément légal, un élément matériel et un élément intentionnel. Le juge a pour objectif de vérifier la présence de ces trois éléments afin de pouvoir considérer que l'infraction est constituée.

Outre l'application de ces principes propres au droit pénal général, le droit pénal applicable aux sociétés répond à des règles qui lui sont spécifiques.

Ces règles concernent tout d'abord l'engagement de **la responsabilité pénale du dirigeant de société**. Ce dernier est en effet soumis à des contraintes multiples permettant d'engager sa responsabilité pénale soit :

- en tant qu'individu au titre d'une faute séparable de ses fonctions de dirigeant ;
- en tant que dirigeant au titre d'un acte commis dans le cadre de ses fonctions ;
- en tant que dirigeant au titre d'un acte commis par un salarié dont il a la responsabilité.

Ces règles concernent également l'engagement de **la responsabilité pénale des personnes morales**. Il est à noter, qu'excepté l'État, toute personne morale peut voir sa responsabilité pénale engagée quelle que soit sa forme juridique.

Pour cela, deux conditions doivent être remplies :

- une infraction commise pour le compte ou dans l'intérêt de la personne morale ;
- une infraction commise par l'un des organes de la personne morale.

En plus des règles du droit pénal général et des règles du droit pénal des affaires, les sociétés, et leurs dirigeants, peuvent également voir **leurs responsabilités pénales engagées au titre d'autres règles juridiques**.

Ces règles sont prévues dans des branches du droit très variées telles que le droit social, le droit de l'environnement, le droit de la concurrence, le droit boursier ou le droit de la consommation.

# CORRIGES

## EXERCICES

### ★ EXERCICE 1 Cas Vincent et Törge ⌚ 15 minutes

1. Vincent pourra-t-il être poursuivi en France pour délit d'escroquerie et contrefaçon de l'œuvre de l'esprit ?

#### Règle de droit

Le principe de territorialité est un principe essentiel du droit pénal. La loi pénale française s'applique uniquement aux infractions commises sur le territoire français. La notion de territoire englobe l'espace terrestre, mais également l'espace maritime et l'espace aérien situé au-dessus de ces deux derniers.

Sont également sanctionnés les infractions partiellement réalisées ou consommées en France, de même que les complices situés en France lorsque l'infraction est reconnue par les deux États concernés. Il en est de même en cas de délit puni d'emprisonnement commis par un Français hors territoire.

#### Application au cas

En l'espèce, Vincent est français et a commis un délit d'escroquerie et de contrefaçon de l'œuvre de l'esprit en Allemagne. Ce délit étant sanctionné en France par une peine de prison et reconnu également en Allemagne, Vincent pourra être poursuivi à ce titre par les juridictions françaises. De plus, l'Allemagne faisant partie de l'espace Schengen, les policiers français seront informés rapidement de la participation de Vincent à ces délits.

2. Sera-t-il soumis aux lois votées récemment ?

#### Règle de droit

Le principe de non-rétroactivité de la loi pénale est également un principe essentiel du droit pénal. Selon ce principe, nul ne peut être poursuivi pour des faits commis avant la publication de la loi.

Cependant, ce principe est interprété différemment selon qu'il s'agit d'une loi pénale de fond ou d'une loi pénale de forme.

La loi pénale de fond est celle qui fixe les éléments constitutifs d'une infraction. Elle ne peut être rétroactive que si elle est plus douce, interprétative ou si elle a un effet moins sévère sur le régime d'exécution des peines.

La loi pénale de forme est relative à la constatation des infractions, à la compétence et à la procédure. Elle est d'application immédiate, y compris aux faits antérieurs sauf si elle supprime une voie de recours ou modifie le délai de recours pour une personne déjà condamnée en première instance. De même, en cas de modification du délai de prescription, elle ne s'applique pas aux infractions déjà prescrites.

#### Application au cas

En l'espèce, Vincent pourrait être poursuivi pour délit d'escroquerie en bande organisée. Cependant, la loi pénale plus sévère ne pouvant être rétroactive, il ne sera pas soumis aux nouvelles sanctions. Concernant la modification du délai de prescription, cette loi lui sera applicable dès lors que l'infraction commise n'est pas prescrite, ce qui semble être le cas (délai de prescription de trois ans ou six ans depuis 2017 pour un délit).

### ★★ EXERCICE 2 Cas Jeanne et la SARL Bridot ⌚ 20 minutes

Répondez de la façon la plus précise possible à ses questionnements.

© 2017 Vuibert, tous droits réservés

## Attention

La lecture précise de ce sujet est ici très importante pour identifier les problèmes évoqués dans le sujet à défaut de question plus précise.

Dans ce cas, deux questions sont posées :

1. la classification des infractions ;
2. les conditions de qualification d'une infraction.

### 1. Pourquoi toutes les infractions ne sont-elles pas soumises au même régime juridique ?

#### Règle de droit

Les infractions sont classées en trois catégories en fonction de la gravité de la sanction : les contraventions, les délits et les crimes.

Les contraventions sont sanctionnées par une peine d'amende n'excédant pas 3 000 € en cas de récidive. Les délits sont sanctionnés par une peine d'amende supérieure à 3 000 € et une peine de prison n'excédant pas 10 ans. Enfin, les crimes sont sanctionnés par une peine de prison supérieure à 10 ans.

Cette classification détermine un régime juridique différent en matière de délai de prescription, de compétence des tribunaux et de règles de procédure.

#### Application au cas

En l'espèce, toutes les infractions commises ne seront pas soumises au même régime juridique car certaines seront qualifiées de contraventions, d'autres de délits ou encore, plus rare dans le cas donné, de crimes.

### 2. Quels sont les éléments constitutifs d'une infraction ?

#### Règle de droit

Pour condamner une personne pour infraction, le juge pénal doit vérifier que trois éléments sont présents :

- un élément légal : l'infraction doit avoir été prévue par la loi ou le règlement ;
- un élément matériel : les actes commis par le prévenu doivent correspondre exactement à la définition précise donnée de l'infraction visée ;
- un élément moral : l'infraction doit avoir été commise volontairement par le prévenu. Exceptionnellement, certaines infractions sont retenues pour délit d'imprudence. Dans tous les cas, la volonté est l'élément déterminant de l'infraction.

#### Application au cas

En l'espèce, Jeanne pourra vérifier si les trois éléments requis sont bien remplis. L'élément déterminant est souvent l'élément moral ou intentionnel. Elle pourra préparer le dossier de défense de la SARL en invoquant l'absence de volonté de la part de la personne morale.

Cependant, il faut noter que, pour certaines infractions, le juge est très exigeant avec les personnes morales qui ne peuvent invoquer leur ignorance de la réglementation pour échapper à leur responsabilité.

### ★★ EXERCICE 3 Cas SA Véolus ⌚ 30 minutes

#### 1. Que pensez-vous des arguments avancés par Marc ?

#### Règle de droit

La responsabilité pénale du dirigeant de SA est engagée dès lors qu'il a commis une infraction dans l'exercice de ses fonctions. Pour retenir sa responsabilité, il faut vérifier l'existence d'un élément légal, d'un élément matériel et d'un élément moral.

La responsabilité pénale d'une SA, personne morale, est engagée en cas d'infraction commise par un organe de gestion dans l'intérêt ou pour le compte de la société.

L'engagement de la responsabilité pénale de la personne morale n'empêche pas l'engagement de la responsabilité pénale du dirigeant pour les mêmes faits.

Dans certains cas, la responsabilité pénale peut être retenue en cas d'omission consistant à ne pas respecter les contraintes posées par la loi. L'acte positif n'est donc pas obligatoire pour engager la responsabilité pénale.

### **Application au cas**

En l'espèce, le fait de polluer un cours d'eau est une infraction liée au non-respect du droit de l'environnement. Il s'agit d'un délit de pollution des eaux qui est un délit non intentionnel, constitué en cas de faute de négligence ou d'imprudence. La faute simple est suffisante pour engager la responsabilité pénale de la personne morale.

La responsabilité pénale de la SA Véolus pourra donc être engagée même en l'absence d'acte positif.

En revanche, il faut une faute caractérisée pour engager la responsabilité pénale du dirigeant, auteur indirect de l'infraction. Le fait que Marc ne soit pas dirigeant au moment où l'infraction a été commise pourra lui permettre d'échapper à sa responsabilité. En revanche, s'il ne prend aucune décision pour remédier à la situation dont il a connaissance, alors sa responsabilité pénale personnelle pourra être engagée, l'élément intentionnel étant alors caractérisé.

### **2. Que pouvez-vous lui conseiller ?**

#### **Règle de droit**

Les atteintes au droit de la concurrence sont sanctionnées à deux titres :

- la responsabilité civile : versement de dommages et intérêts pour préjudice subi suite à un acte de dénigrement ;
  - la responsabilité pénale : condamnation au paiement d'une amende et à une peine de prison en cas de délit de diffamation.
- Les conditions d'engagement de la responsabilité civile sont : l'existence d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité entre les deux.

Les conditions d'engagement de la responsabilité pénale sont : l'existence d'un élément légal, d'un élément matériel et d'un élément intentionnel.

### **Application au cas**

En l'espèce, Marc pourra faire un recours sur la base du dénigrement s'il apporte la preuve que la communication faite par cette nouvelle usine a fait baisser son chiffre d'affaires en raison d'une baisse du nombre de clients, ce qui a causé un préjudice à la SA Véolus.

Il pourra également faire un recours sur la base du délit de diffamation car il y a bien ici un élément légal, un élément matériel (la publication reprochant des faits qui ne sont pas avérés comme les conditions de travail déplorables des salariés) et un élément intentionnel.

### **★★★ EXERCICE 4 Analyse d'un arrêt de la Cour de cassation : les éléments constitutifs d'une infraction ⌘ 20 minutes**

1. Présentez les parties et les faits de cet arrêt.

© 2017 Vuibert, tous droits réservés

**Les parties :**

M. Daniel X..., le demandeur, auteur des faits qualifiés d'infraction ;

Le procureur de la République, le défendeur, auteur de la poursuite pénale en première instance.

**Les faits :**

M. Daniel X... est poursuivi pour délaissement d'une personne vulnérable suite à l'hospitalisation de sa mère pour laquelle il n'a pas assuré les soins nécessaires et s'est même opposé pendant plusieurs semaines à la venue d'infirmiers.

**2. Quel est le problème juridique posé à la Cour de cassation ?**

Quels sont les éléments constitutifs du délit de délaissement d'une personne vulnérable ?

Le délit de délaissement d'une personne vulnérable peut-il être constitué en l'absence d'acte positif constitutif d'une volonté d'abandon définitif ?

**3. Présentez les éléments constitutifs de toute infraction.**

Pour qu'elle soit constituée une infraction, il faut vérifier la présence de trois éléments constitutifs :

- un élément légal : l'infraction doit être définie dans la loi ainsi que la peine prévue ;
- un élément matériel : les faits commis doivent correspondre à la définition de l'infraction prévue dans la loi ;
- un élément moral : l'infraction doit avoir été commise volontairement ou en connaissance de cause.

**4. Quelle est la solution rendue par la Cour de cassation ? Quel est l'élément déterminant dans cette décision ?**

La solution casse et annule l'arrêt rendu par la cour d'appel. Elle ne retient pas la culpabilité de M. X.... Elle considère que l'infraction n'est pas constituée du fait de l'absence d'acte positif déterminant le délit d'abandon.

L'élément déterminant dans cette décision est l'élément matériel. Il faut un acte positif exprimant une volonté définitive d'abandon. Le fait que M. X... ait finalement fait appel au médecin, malgré une période sans soin, ne permet pas de dire qu'il a voulu définitivement priver sa mère de soins. Le délit de délaissement n'est donc pas constitué.